



CARITAS CONGO ASBL

SECRETARIAT EXECUTIF

Siege Social: 59, Mont Virunga
Kinshasa-Gombe/ RD. Congo

Bureaux: 26, Basoko
Kinshasa-Gombe / RD.Congo

Site : www.caritasdev.cd Email : directeur@caritasdev.cd
B.P: 3258 Kinshasa | Fax: + 243 99 100 88 36 Tél. +243 81 526 17 83

TERMES DE REFERENCE du recrutement d'un-e consultant-e chargé-e de réaliser pour le compte de la Plateforme Congolaise Dette & Développement (PC2D) une étude sur la situation de la dette en République Démocratique du Congo et d'organiser un atelier de restitution et de validation de cette étude

1. Présentation de la PC2D

Un premier C2D avait été signé le 10 juillet 2013, pour un montant de 106 millions d'euros pour la période 2013-2016. Quelques acteurs de la société civile, issus du groupe thématique Gouvernance économique, avaient été consultés en amont de l'élaboration du C2D mais un processus large d'information et de consultation de la société civile n'avait pas eu lieu ni en amont ni après la signature du C2D. Il y avait au sein de la société civile congolaise, notamment au sein des commissions de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), à travers Caritas Congo, ASBL, un fort intérêt pour le suivi du C2D, d'où le besoin exprimé de leur part d'appuyer la mobilisation collective des acteurs de la société civile dans une démarche concertée et collégiale.

Le CCFD-Terre Solidaire et le Secours Catholique, tous deux membres de la PFDD, avaient un partenariat de longue date avec Caritas Congo, ASBL en RDC, la CEJP (Commission Episcopale Justice & Paix) et la Commission Episcopale sur les Ressources Naturelles (CERN) – toutes trois commissions de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO). Ces trois structures sont d'envergure nationale.

Le contexte politique s'est progressivement tendu pendant la première année d'exécution du projet, de très fortes tensions sociales et violences ayant éclaté à l'annonce par le Président Kabila du report des élections prévues en 2016, à 2018. Après plusieurs journées de violences meurtrières, un accord politique a été signé en décembre 2016 entre le pouvoir et l'opposition, mais le texte prévoyait de nouvelles élections législatives et présidentielles avant la fin de l'année 2017, qui ont été reportées. Le pays a été, plongé dans une crise politique. Dans ce contexte, la France a suspendu les négociations et la signature du 2^{ème} C2D. La situation politique chaotique et la suspension des négociations sur le C2D ont eu pour effet d'entraver la structuration en cours de la société civile sur la question de la dette et du suivi du C2D.

Les organisations intéressées ont tout de même pu être identifiées et mobilisées pour la création de la plateforme (PC2D) et une décision de principe a pu être adoptée en réunion de COS, pour permettre le financement du suivi indépendant du C2D par la société civile. Malheureusement, le COS ayant cessé de se réunir, la société civile n'a de fait plus eu matière à s'impliquer et à se mobiliser. Après l'élection présidentielle qui a finalement eu lieu en décembre 2018, soit après la fin de la première phase du projet, les discussions entre la France et la RDC pour la signature du 2ème C2D ont repris pour aboutir fin 2019.

2. Contexte et justification de l'étude

Candidate à l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE) due à ses créances issues des différents gouvernements, la RD Congo a atteint le point d'achèvement le 1er juillet 2010, La République Démocratique du Congo (RDC) PPTTE renforcée. Cela lui donne accès à deux avantages : l'annulation de 83% du stock de sa dette extérieure (10,8 milliards de dollars US) et l'augmentation des ressources libérées par ces annulations pour les dépenses pro-pauvres et a bénéficié d'un allègement total global de de 83% du stock de sa dette extérieure (10,8 milliards de dollars US) et l'augmentation des ressources libérées par ces annulations pour les dépenses pro-pauvres., qui lui a permis de passer d'un taux d'endettement extérieur par rapport à son PIB de de 102% à 12,45%.

En outre, la crise économique mondiale déclenchée par l'épidémie de Covid-19 en 2020 a eu des conséquences graves sur les niveaux d'endettement de l'ensemble des pays en développement, notamment la République Démocratique du Congo. Le pays a d'ailleurs à ce titre bénéficié, et bénéficie encore, du moratoire sur le paiement de sa dette bilatérale, lancé par le G20 et le Club de Paris, depuis mai 2020. Moratoire qui s'applique sur l'ensemble des remboursements de sa dette bilatérale, y compris les remboursements destinés au financement du C2D signé avec la France, avec des conséquences encore incertaines, notamment au moment où le pays devra rembourser les échéances de dette suspendues.

L'ensemble de ces facteurs concourent à alimenter les craintes d'un surendettement susceptible de replonger le pays dans une nouvelle crise de la dette ou dans un cycle d'insoutenabilité de la dette, avec toutes les conséquences économiques et sociales néfastes sur la population

Soucieux de disposer de meilleures outils pour mieux comprendre les enjeux et adopter une note de positionnement claire sur la problématique de la dette en République Démocratique du Congo, la PC2D entend mener une étude sur la situation de la dette.

C'est dans ce cadre qu'est envisagé le recrutement d'un-e consultant-e externe.

Cette initiative bénéficie du soutien de la Plateforme Dette et Développement de France (PFDD) en faveur des organisations de la société civile africaine assurant le suivi des C2D en Afrique.

3. Objectifs

L'objectif général de cette étude est d'analyser la situation et le niveau d'endettement du pays sur le plan interne et externe

Ses objectifs spécifiques sont :

- Identifier les impacts de la politique actuelle d'endettement et de gestion de la dette dans le contexte actuel sur le financement des services publics de base (santé, éducation, services sociaux) »;
- Fournir à la société civile les informations nécessaires à la formulation d'une stratégie de plaidoyer sur la dette du pays.

4. Résultats attendus

- La PC2D dispose d'informations vérifiées et indépendantes sur le volume des dettes internes et externes de l'Etat congolais;
- La PC2D dispose d'informations vérifiées et indépendantes sur le processus et les modalités d'endettement ainsi que les contrats ad hoc qui ont été analysés en conformité avec les procédures légales et les exigences de la transparence
- La PC2D dispose d'informations vérifiées et indépendantes sur l'implication des entités étatiques intéressées dans toutes les étapes du processus de la gestion et du contrôle de la dette du pays
- La PC2D dispose d'une analyse de la participation de la société civile dans le contrôle citoyen et d'une évaluation du suivi indépendant de la dette
- À la suite de l'atelier de validation :
- La PC2D adopte une note de position sur la problématique de la dette congolaise
- La PC2D est en capacité d'élaborer des axes de plaidoyer citoyen sur la dette congolaise en vue d'appeler l'attention des gouvernants sur d'éventuels surendettements.

Tâches du-de la consultant-e

Le-la consultant-e aura pour tâches de :

1/ Réaliser une étude sur la dette congolaise, visant à fournir à la société civile les éléments d'analyse nécessaires à un positionnement s'inscrivant dans les objectifs de transparence/redevabilité envers la société civile et de promotion de la primauté des droits humains dans la gestion de la dette :

- Établir un état des lieux et analyser la structure de la dette intérieure et extérieure : sa composition, ses créanciers, ses maturités, ses coûts (taux) ; sa viabilité ;
- Décrire et analyser l'évolution de la dette intérieure et extérieure depuis 2012 (IPPTE) ;
- Décrire et analyser le dispositif national de contraction et de gestion de la dette (efficacité, indépendance, transparence, redevabilité.) ;
- Identifier et analyser la destination des prêts contractés : répertorier les projets financés par les ressources issues de la dette ; distinguer ce que financent les dettes (infrastructures, services publics ; valeurs ; emplois etc.) ;
- Etablir le lien entre les ressources mobilisées au nom de la dette publique et les ressources régulièrement investies dans la mise en œuvre des projets ;
- Identifier et analyser les éventuelles conditionnalités attachées aux prêts contractés par la République Démocratique du Congo auprès de ses créanciers ;
- Identifier les risques qui pèsent sur la dette congolaise (analyser les échéanciers de remboursement des dettes, notamment des eurobonds ; les impacts du moratoire dont bénéficie le pays depuis mai 2020 et des remboursements subséquents à partir de 2022)
- Evaluer les impacts avérés et potentiels des dettes du pays et de leur paiement, sur le financement des services publics de base (notamment liés aux conditionnalités des prêts IFI)

2/ Organiser un atelier d'appropriation et de validation des conclusions de l'étude avec l'ensemble des parties prenantes de la PC2D.

5. Livrables

Le-la consultant-e devra produire les livrables suivants :

- Une proposition de méthodologie pour la réalisation de l'étude et sa mise en débat/validation ;

- Le rapport d'étude (nombre de pages à préciser) en version électronique et en version papier contenant l'ensemble des sources et autres documents de référence ;
- Organisation et participation de l'atelier de validation de l'étude.

6. Contractualisation et règlement

Le-la consultant-e sélectionné-e signera un contrat de prestation de service avec la PC2D.

Le règlement de la prestation sera effectué par la PC2D de la manière suivante :

- Une première avance de 50% au moment de la signature et ;
- Un second versement du solde au moment de la transmission du rapport définitif validé par la PC2D

7. Durée de la mission

L'étude se déroulera sur une période **de 21 jours** à compter de la date de signature du contrat avec le-la consultant-e.

8. Profil et qualifications du-de la consultant-e

- Ingénieur, statisticien économiste ou diplômé équivalent... ;
- Au moins 5 ans d'expérience dans le domaine) ;
- La connaissance parfaite du français

Aptitudes didactiques :

- Enseignement en milieu universitaire,
- Dispensation de formations à des professionnels.
- Expériences de coachings professionnels
- Excellentes aptitudes de communication orale et écrite en français.

9. Composition du dossier

Le dossier de candidature devra comprendre :

- CV actualisé ;
- Lettre de motivation ;
- Offre financière et technique ;

9. Mode de soumission du dossier de candidature :

Le dossier devra être transmis en format électronique à la PC2D aux adresses électroniques suivantes : directeur@caritasdev.cd, barega_th@yahoo.fr, m.paris@ccfd-terresolidaire.org, ou version papier à Au Secrétaire Exécutif de Caritas Congo, ASBL ,26,avenue Basoko, Commune de la Gombe à Kinshasa Tel. 0815526783.

11. Délai de soumission :

Le dossier complet devra être soumis au plus tard le **03 mai 2022**.

Boniface NAKWAGELÉWI ata DEAGBO

Secrétaire Exécutif

